

Les Allemands le reconnaissent, et voici, entre mille, leur aveu le plus récent. Je le prends dans une brochure qui a fait quelque bruit outre-Rhin. Pour résumer les relations de la Russie et de l'Allemagne, l'auteur conclut : « Il n'y a pas entre elles d'opposition d'intérêts vitaux ; il y a au contraire une communauté d'intérêts permanents : la question polonaise (1). »

C'est d'ailleurs une notion politique, qui n'est guère contestée dans toute l'Europe Orientale, qu'il y a entre le Cabinet de Berlin et le Cabinet de Saint-Pétersbourg une convention qui date sans doute de 1862 et qui engage les deux Gouvernements dans une politique polonaise commune, qui les lie jusque dans les périodes des pires dissentiments. Certains ajoutent même que cette convention aurait été renouvelée entre les deux empereurs à Swinemunde en 1907 (2).

Une courte réflexion politique fait apparaître la probabilité de cette hypothèse, sa nécessité, en tout cas, pour les intérêts germaniques. Considérez en effet que le Gouvernement allemand est contraint par une obligation séculaire, « vitale », de poursuivre sur le flanc oriental de son Empire une politique de violence antipolonaise, c'est-à-dire d'y entretenir avec persévérance quatre millions de mécontents, disposés, s'ils trouvaient quelque favorable occasion, à l'« irrédentisme ». Si, à côté, dans l'Empire russe, douze millions d'hommes de même race et de même langue vivaient libres et

(1) *Deutsche Weltpolitik und kein Krieg*. Berlin, 1913, Puttkammer et Mühlbrecht.

(2) DMOWSKI, *La Question polonaise*, page 149.